

Politique économique

Des voix: Bravo!

M. Paproski: Je vous souhaite de pouvoir redire cela dans deux ou trois mois.

M. Macdonald (Rosedale): Le chef de l'opposition s'inquiète au sujet du relevé, mais ce n'est pas le relevé de la force ouvrière de Statistique Canada qui l'a fait bondir sur ses pieds et s'époumonner, c'est le sondage Gallup qui a clairement indiqué que les Canadiens ne voient certainement pas en lui l'homme dont notre temps a besoin pour régler la crise de l'unité nationale.

M. Hnatyshyn: Ceux qui s'élèvent seront abaissés.

M. Paproski: Nous travaillerons plus fort.

L'Orateur suppléant (M. Turner): C'est le ministre des Finances M. Macdonald qui a la parole. Je propose que nous le laissions parler.

M. Paproski: Dites quelque chose.

M. Macdonald (Rosedale): C'est toujours la même chose. Les députés ministériels ont écouté sans interruption l'intervention du chef de l'opposition en lui prêtant une oreille attentive. Les députés de l'opposition tentent maintenant de m'intimider par leurs cris. C'est tout ce qu'on peut attendre d'eux. On peut fort bien juger de la justesse d'une mesure au nombre de décibels produits en face. Le chef de l'opposition s'en est également pris à la politique centralisatrice du gouvernement.

Une voix: Que dire de Mirabel?

Des voix: Oh, oh!

M. Macdonald (Rosedale): Voilà encore un regain de décibels. La grande gueule là-bas fait encore des siennes. Le chef de l'opposition s'en est pris aux politiques centralisatrices et il est à croire qu'il est gagné à la cause de la décentralisation. Mais il a en même temps invité le gouvernement à se donner un plan quinquennal pour réaliser certains objectifs économiques. Je ferai remarquer qu'il s'agit là de l'une des nombreuses contradictions qu'on retrouve dans son exposé. Chose intéressante, il a lu les contradictions dans son discours sans même les reconnaître.

Des voix: Bravo!

M. Macdonald (Rosedale): Le chef de l'opposition a dit que le Canada ne pouvait pas subsister longtemps à coups d'emprunts. En réalité, l'économie canadienne a largement recours aux capitaux extérieurs depuis 110 ans. C'est à se demander si le chef de l'opposition propose, par exemple, de réduire les dépenses fédérales de 5 milliards de dollars. Il a dit que si le sort de l'économie était entre ses mains, c'est justement ce qu'il ferait en mettant un terme au financement à perte. Il conviendrait de se demander quels programmes il proposerait de supprimer, les programmes à caractère social, les grands travaux? Dans quels secteurs du budget sabrerait-il pour récupérer 5 milliards de dollars?

M. Stevens: Mon chef n'a pas dit cela.

M. Macdonald (Rosedale): L'essentiel, c'est que le chef de l'opposition a dit que le gouvernement engouffrait trop d'argent dans certains services et qu'il fallait réduire le budget des dépenses. Que se passe-t-il? Un peu plus tard, il propose des programmes très onéreux. Il avait pourtant dit quelques minu-

tes plus tôt que le gouvernement devrait opérer des coupes sombres dans son budget. C'est là le genre de solutions contradictoires qu'il peut nous proposer. Ses discours sont probablement rédigés par plusieurs personnes; chacune écrit sa petite page et toutes ces pages sont assemblées au petit bonheur pour former un discours.

Le chef de l'opposition dit que le gouvernement ne devrait pas faire d'emprunts à l'étranger. Le gouvernement n'a en réalité plus emprunté à l'étranger depuis belle lurette et le chef de l'opposition devrait s'abstenir d'induire la Chambre en erreur en faisant de telles affirmations. Ce sont les provinces et les municipalités qui, à l'instar des sociétés, ont emprunté sur le marché extérieur. Mais revenons à la question de la centralisation. Le chef de l'opposition conseille-t-il au gouvernement d'empêcher les autres échelons de gouvernement de faire des emprunts à l'étranger? Je suis certain que cette idée serait bien accueillie par les responsables du Trésor des dix provinces qui ont toujours essayé de trouver des capitaux aussi bien à l'étranger qu'au Canada.

M. Stevens: Vous les en avez empêchés.

M. Paproski: Quand est-ce qu'on prend le pouvoir?

M. Macdonald (Rosedale): Le chef de l'opposition a induit la Chambre en erreur lorsqu'il a dit que les investissements directs au Canada avaient subi une baisse en 1976. Il sait, et Statistique Canada est là pour le prouver, que les investissements ont diminué en 1976 en raison du rachat par des Canadiens de nombreux titres canadiens détenus à l'étranger comme c'est le cas de l'achat par Pétro-Canada des parts détenues à l'étranger dans les propriétés d'Arco, ce qui a permis aux Canadiens de récupérer une bonne partie de nos richesses naturelles.

Des voix: Bravo!

M. Macdonald (Rosedale): Le chef de l'opposition peut s'opposer à ce genre de rapatriement s'il le désire, mais il faudrait qu'il expose clairement sa position à la Chambre et aux Canadiens.

M. Paproski: Le ministre n'a même pas d'idées personnelles: il doit toujours s'inspirer du chef de l'opposition.

M. Macdonald (Rosedale): Le chef de l'opposition a parlé du manque de planification eu égard au processus de décontrôle. Il faut se demander où il a bien pu aller. En effet, il m'a posé des questions au sujet du mécanisme de consultation et de planification relativement au processus de décontrôle auquel nous travaillons depuis deux ou trois mois, au sujet des rencontres que nous avons eues avec les gouvernements provinciaux, le Congrès du travail du Canada, les chefs d'entreprises et les autres organismes canadiens pour discuter des modalités du décontrôle. Ne lui paraît-il pas évident qu'avant d'amorcer le décontrôle, nous avons consulté attentivement les autres gouvernements et les autres centres de décisions en matière économique chez nous. Si nous ne réussissons pas à le faire d'un commun accord, alors il ne devrait pas se plaindre à la Chambre que le gouvernement agit de façon arbitraire. Il propose la méthode la plus arbitraire de toutes quand il prétend que le gouvernement fédéral devrait supprimer les contrôles par une simple décision.